



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 18 mars 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Indice des prix à la consommation, février 2008

3

Les prix à la consommation ont crû de 1,8 % au cours des 12 mois précédant février 2008. Il s'agit du taux de croissance le plus lent enregistré en six mois et d'un ralentissement marqué par rapport à la hausse annuelle de 2,2 % affichée en janvier. Cette décélération est attribuable en grande partie à une atténuation de la pression à la hausse du prix de l'essence et à la chute du prix des automobiles.

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective

Printemps 2008

L'édition imprimée du printemps 2008 de *L'emploi et le revenu en perspective* comporte six articles, lesquels ont tous déjà paru dans la version en ligne.

L'article «Stress au travail et rendement» porte sur les niveaux, les sources et les effets du stress au travail pour divers groupes sociodémographiques et professionnels.

L'article «Le retour au travail après la naissance d'un enfant» traite de l'incidence à court et à long terme de la naissance d'un enfant sur l'emploi, la mobilité professionnelle et les gains des mères canadiennes au cours des deux dernières décennies.

L'article «Les immigrants dans les régions» montre qu'une meilleure intégration économique des immigrants à l'extérieur des très grands centres urbains subsiste, même après avoir tenu compte des différences liées à la scolarité, à la connaissance d'une langue officielle, à la catégorie d'admission et au pays d'origine.

L'article «La dynamique de l'abordabilité du logement» fournit le premier examen longitudinal de l'abordabilité des logements. Il permet d'examiner la probabilité de dépenser 30 % ou plus du revenu du ménage sur le logement, la récurrence d'une telle situation et si elle se produit occasionnellement ou de façon persistante.

L'article «Placements dans les REER» se penche sur les caractéristiques des familles ayant des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et sur la répartition des avoirs dans ces REER en fonction du degré de prévisibilité de leur rendement.

L'article «Les gains au cours de la dernière décennie» aborde l'évolution des gains au Canada de 1997 à 2007.

La section «Quoi de neuf?» présente comme toujours un sommaire des études publiées récemment par Statistique Canada et d'autres organisations.

Le numéro du printemps 2008 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 20, n° 1 (75-001-XPF, 20 \$ / 63 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au 613-951-4608 (henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Étude : Nouveau regard sur la polarisation des heures de travail, 1997 à 2006	7
Industries canadiennes du transport de passagers par autobus et du transport urbain, 2006	8
Enregistrement sonore et édition de musique, 2006	8
Système d'information sur les étudiants postsecondaires, 2001 à 2004	10
Extraction de charbon, 2006	10
Nouveaux produits	11

Communiqués

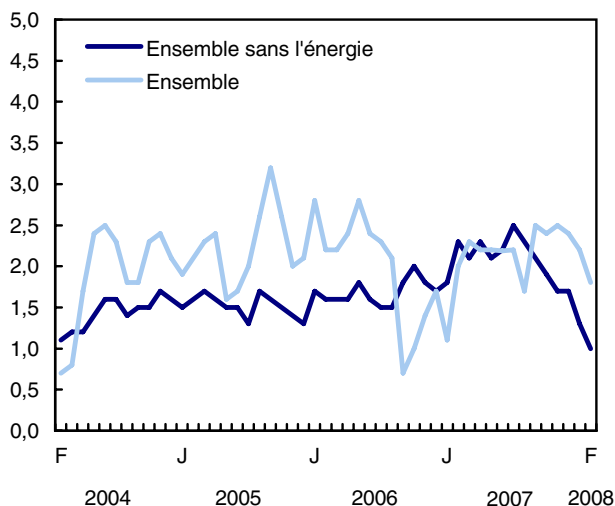
Indice des prix à la consommation

Février 2008

Les prix à la consommation ont crû de 1,8 % au cours des 12 mois précédant février 2008. Il s'agit du taux de croissance le plus lent enregistré en six mois et d'un ralentissement marqué par rapport à la hausse sur 12 mois de 2,2 % affichée en janvier. Ce ralentissement est surtout attribuable à une atténuation de la pression à la hausse du prix de l'essence et à la chute du prix des automobiles.

Taux de variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente

taux de variation en %



L'Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble excluant l'essence ne s'est accru que de 1,1 % entre février 2007 et février 2008. Il s'agit de la progression la plus modérée de cet indice observée depuis mars 2004.

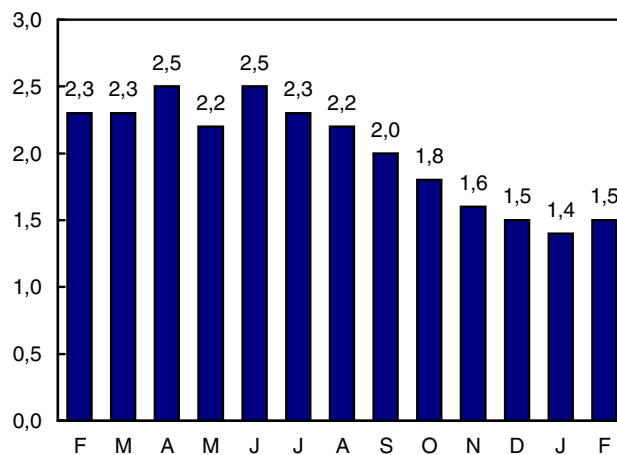
Les prix de l'essence étaient 17,1 % plus élevés en février 2008 comparativement à février 2007, ce qui représente un ralentissement comparativement à la progression sur 12 mois de 20,9 % affichée en janvier.

Malgré tout, l'essence est demeuré le principal facteur ayant contribué à la hausse pour un sixième mois consécutif. Les coûts des intérêts hypothécaires ont aussi contribué de façon significative à cette hausse.

La variation sur 12 mois de l'indice de référence de la Banque du Canada, qui sert à surveiller la cible de maîtrise de l'inflation, a été de 1,5 % en février. Il s'agit d'une modeste accélération après la croissance de 1,4 % affichée en janvier, laquelle faisait suite à sept ralentissements mensuels consécutifs.

Taux de variation sur 12 mois de l'indice de référence de la Banque du Canada

variation en %



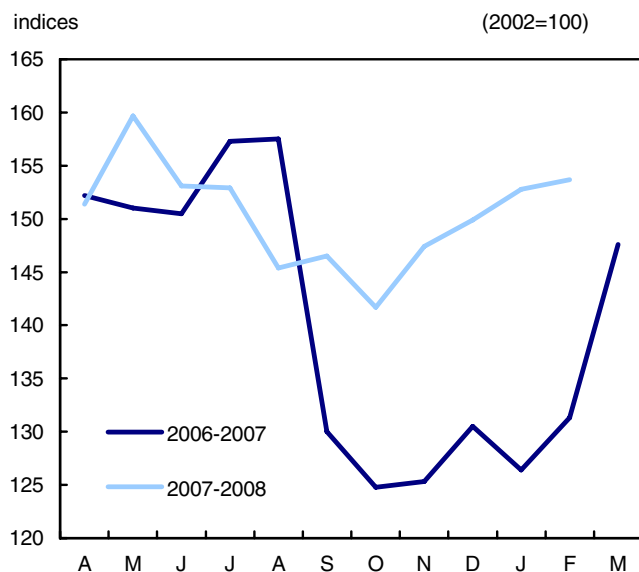
Les prix à la consommation ont progressé de 0,4 % entre janvier et février 2008, comparativement à un recul de 0,2 % enregistré durant le mois précédent.

L'indice de référence a crû de 0,5 % entre janvier et février 2008 à la suite d'une croissance de 0,1 % enregistrée au cours de la période précédente.

Variation sur 12 mois : la montée du prix de l'essence ralentit, mais demeure le principal facteur à l'origine de la hausse enregistrée

Le prix à la pompe était toujours le principal facteur à l'origine de la hausse des prix à la consommation en février. La croissance de 17,1 % observée en février est davantage attribuable au niveau relativement bas de l'indice du prix de l'essence durant la même période en 2007 qu'à une croissance récente des prix.

Évolution de l'indice du prix de l'essence



Cette progression du prix de l'essence peut s'expliquer par la croissance du prix du pétrole brut par rapport à cette même période en 2007. Le prix moyen du pétrole brut qui a été rapporté en février 2008 s'est établi à 87,00 \$US par rapport à 59,28 \$US en février 2007. Le 19 février 2008, le prix du baril de pétrole a clôturé au-dessus de 100 \$US.

Le prix du mazout et des autres combustibles a aussi grimpé significativement (+23,9 %) au cours des 12 mois précédant février 2008. Il s'agit d'un léger ralentissement par rapport à la hausse de 24,7 % affichée en janvier.

La hausse du coût d'intérêt hypothécaire s'est établie à 8,1 % en février, ce qui constitue une accélération par rapport à la progression de 7,6 % affichée en janvier. Il s'agit d'une huitième accélération mensuelle consécutive de cet indice. Cette progression résulte davantage de la croissance du prix des logements neufs que d'une hausse des taux de renouvellement d'emprunts hypothécaires. Des hausses du prix des logements neufs ont été indiquées presque partout au pays.

Le coût de remplacement par le propriétaire, qui représente le coût de maintien de la structure de l'actif domiciliaire, s'est accru de 4,8 % en février 2008 par rapport au même mois de l'année précédente. La

variation sur 12 mois de cet indice s'est accentuée au cours des deux derniers mois, après avoir ralenti au cours des cinq mois précédents. Les constructeurs ont indiqué une hausse du coût de la main-d'œuvre ainsi que des augmentations du coût de certains matériaux, tels le béton, la toiture, le revêtement extérieur et l'équipement de chauffage.

La diminution du prix pour l'achat et la location à bail de véhicules automobiles (-6,8 %) a principalement contribué à compenser ces pressions à la hausse. Une baisse de cette ampleur n'avait pas été observée depuis février 1956. Ce repli est en partie attribuable à une diminution des prix de détail suggérés par les fabricants et à une augmentation ou un maintien des rabais offerts sur les modèles 2008. Certains fabricants ont commencé à offrir des rabais plus importants pour écouler les modèles 2008 en prévision de l'arrivée sur le marché des modèles 2009. Ce mouvement saisonnier est généralement observé plus tard dans l'année.

Le prix des légumes frais a chuté de 16,9 % au cours des 12 mois précédant février 2008. Ce recul est le plus marqué affiché depuis mars 1996. L'offre de légumes frais sur le marché à la même période en 2007 avait été réduite en raison d'un gel en Californie. De plus, l'appréciation du dollar canadien entre février 2007 et février 2008 a aussi contribué à diminuer le coût des légumes importés.

Ce facteur a également contribué au repli de 14,5 % du prix des fruits frais. Cette baisse a surtout été alimentée par le repli du prix des oranges (-36,2 %) dont le prix avait connu une variation sur 12 mois marquée en février 2007 (+45,8 %). Le recul significatif du prix des raisins a également contribué au déclin du prix des fruits frais. La baisse des températures au Chili ayant retardé la récolte prévue en janvier, ces produits ont donc envahi le marché en février, exerçant ainsi une pression à la baisse sur les prix.

La tendance à la baisse du prix du matériel et des fournitures informatiques s'est poursuivie en février (-15,4 %). La diminution du prix des ordinateurs portables, des unités centrales de traitement des ordinateurs sur table et de certaines sous-composantes a été particulièrement marquée. Ce mouvement était cohérent avec la tendance à long terme de cet indice, qui traduit partiellement le résultat des progrès technologiques et l'effet de la concurrence dans ce secteur.

Le prix des vêtements pour femmes a connu un déclin de 3,0 % en février 2008 par rapport à février 2007, ce qui constitue une diminution inférieure au recul de 4,5 % affiché en janvier.

Les prix ralentissent de façon particulièrement marquée en Ontario

La hausse des prix à la consommation a connu le ralentissement le plus marqué en Ontario au cours des 12 mois précédant février 2008.

Au cours de cette période, les prix à la consommation ont augmenté de 1,5 % en moyenne en Ontario, comparativement à 2,1 % en janvier. Le ralentissement du prix de l'essence a principalement contribué à cette perte de vitesse en n'augmentant que de 14,8 % en février, après avoir enregistré une hausse de 26,0 % en janvier.

Les hausses sur 12 mois des prix à la consommation ont été particulièrement marquées en Alberta (+3,5 %) et en Saskatchewan (+3,4 %). Les consommateurs de la Colombie-Britannique ont expérimenté la hausse la plus modérée des prix à la consommation (+1,1 %). Il s'agit principalement du reflet du taux de progression sur 12 mois de l'essence plus modéré (+11,3 %).

Variation mensuelle : la hausse saisonnière des voyages organisés fait progresser les prix à la consommation

La variation des prix à la consommation est passée d'un recul de 0,2 % entre décembre 2007 et janvier 2008 à une hausse de 0,4 % entre janvier et février 2008.

Le déclin de 0,2 % affiché en janvier résultait partiellement de la réduction de la taxe sur les produits et services. Une forte pression à la hausse exercée par des prix plus élevés pour les voyages organisés a aussi contribué à ce revirement. Après une chute de 10,3 % observée en janvier, le prix des voyages organisés s'est accru de 9,9 % en février. Il s'agit d'un mouvement fréquemment observé à cette période de l'année.

Le prix des boissons non alcoolisées, comprenant les boissons gazeuses et l'eau embouteillée, a crû de 8,4 % entre janvier et février 2008. Ce mouvement à la hausse résulte d'un retour aux prix réguliers à la suite des rabais offerts le mois précédent.

En février, le prix de l'hébergement pour les voyageurs a grimpé de 5,0 %. Des augmentations particulièrement marquées ont été indiquées au

Québec (+11,3 %). Des événements tels le Carnaval de Québec et le Bal de Neige à Ottawa ont contribué à la progression du prix des nuitées dans ces villes.

Le prix des vêtements pour hommes s'est accru de 4,9 % entre janvier et février. Cette augmentation résulte des retours aux prix réguliers après les rabais affichés sur un large éventail de vêtements au cours du mois précédent. Des hausses de prix sont fréquemment observées pendant cette période de l'année.

La baisse de 1,8 % du prix d'achat et de location à bail de véhicules automobiles a contribué à atténuer la hausse des prix à la consommation en février. Cette baisse s'explique par une diminution des prix au détail suggérés par les fabricants et par une augmentation des incitatifs.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 326-0009, 326-0012, 326-0015 et 326-0020 à 326-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2301.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'IPC en consultant *Votre guide d'utilisation de l'indice des prix à la consommation* (62-557-XIB, gratuit), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Le numéro de février 2008 de *L'Indice des prix à la consommation*, vol. 87, n° 2 (62-001-XWF, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Une version imprimée (62-001-XPF, 12 \$ / 111 \$) est également en vente. Une analyse plus détaillée de l'IPC est offerte dans cette publication. Voir *Pour commander les produits*.

L'Indice des prix à la consommation de mars sera diffusé le 17 avril.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (prices-prix@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur : 613-951-1539.

□

Indice des prix à la consommation et composantes principales (2002=100)

	Importance relative ¹	Février 2008	Janvier 2008	Février 2007	Janvier à février 2008	Février 2007 à février 2008
Données non désaisonnalisées						
					variation en %	
Ensemble	100,00²	112,2	111,8	110,2	0,4	1,8
Aliments	17,04	112,8	112,4	112,6	0,4	0,2
Logement	26,62	119,6	119,2	114,9	0,3	4,1
Dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage	11,10	104,1	103,3	103,0	0,8	1,1
Habillement et chaussures	5,36	94,1	92,2	95,4	2,1	-1,4
Transports	19,88	117,0	117,6	114,2	-0,5	2,5
Santé et soins personnels	4,73	107,7	107,5	106,5	0,2	1,1
Loisirs, formation et lecture	12,20	100,8	99,6	100,2	1,2	0,6
Boissons alcoolisées et produits du tabac	3,07	126,8	126,4	124,2	0,3	2,1
Ensemble (1992=100)		133,6	133,0	131,2	0,5	1,8
Agrégats spéciaux						
Biens	48,78	107,4	107,3	107,4	0,1	0,0
Services	51,22	116,9	116,2	113,0	0,6	3,5
Ensemble hors aliments et énergie	73,57	109,4	109,0	108,0	0,4	1,3
Énergie	9,38	139,4	139,0	127,1	0,3	9,7
Indice de référence ³	82,71	110,7	110,1	109,1	0,5	1,5

1. Pondérations de l'IPC, panier de 2005 selon les prix d'avril 2007, Canada, en vigueur à partir de mai 2007. Les pondérations détaillées sont offertes sous la section Documentation de l'enquête 2301 à l'adresse suivante : (www.statcan.ca/francais/sdds/index_f.htm).
2. Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.
3. La mesure de l'indice de référence exclut de l'Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble l'effet des modifications des impôts indirects et huit des composantes les plus volatiles identifiées par la Banque du Canada, soit les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de l'inflation mesurée par l'indice de référence, prière de consulter le site de la Banque du Canada à l'adresse suivante : (www.banqueducanada.ca/fr/inflation/index.htm).

Indice des prix à la consommation par province, et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit¹ (2002=100)

	Février 2008	Janvier 2008	Février 2007	Janvier à février 2008	Février 2007 à février 2008
Données non désaisonnalisées					
				variation en %	
Terre-Neuve-et-Labrador	112,4	111,9	110,1	0,4	2,1
Île-du-Prince-Édouard	114,6	114,2	111,9	0,4	2,4
Nouvelle-Écosse	113,9	113,5	111,0	0,4	2,6
Nouveau-Brunswick	111,7	111,7	109,6	0,0	1,9
Québec	111,4	111,0	109,6	0,4	1,6
Ontario	111,4	110,9	109,7	0,5	1,5
Manitoba	111,2	110,8	109,4	0,4	1,6
Saskatchewan	113,6	113,0	109,9	0,5	3,4
Alberta	119,0	118,8	115,0	0,2	3,5
Colombie-Britannique	110,3	109,9	109,1	0,4	1,1
Whitehorse	110,1	110,4	107,3	-0,3	2,6
Yellowknife ²	112,3	111,3	109,1	0,9	2,9
Iqaluit (déc. 2002=100)	108,4	108,2	106,5	0,2	1,8

1. Voir les renseignements géographiques pour les villes de Whitehorse, de Yellowknife et d'Iqaluit.
2. Une partie de l'augmentation de l'indice du logement de Yellowknife qui a été montrée en décembre 2004 reflétait par inadvertance des augmentations de loyer qui s'étaient produites plus tôt. Donc, la variation de l'indice du logement a été surévaluée en décembre 2004 et sous-évaluée les deux années précédentes. La série de l'indice du logement pour Yellowknife a été rectifiée à partir de décembre 2002. De plus, la série de l'IPC d'ensemble pour Yellowknife et les indices de certains agrégats spéciaux pour Yellowknife ont également changé. Les données pour le Canada, les provinces et les autres territoires n'ont pas été touchées.

Étude : Nouveau regard sur la polarisation des heures de travail

1997 à 2006

Moins de travailleurs canadiens à temps plein consacrent de longues heures au travail, mais le recul s'est produit principalement parmi les hommes et les travailleurs plus âgés, selon une nouvelle étude.

L'étude, publiée aujourd'hui dans *L'emploi et le revenu en perspective*, montre qu'en 2006 les travailleurs à temps plein consacraient en moyenne 40,8 heures au travail, en baisse par rapport à 41,5 heures en 1997.

Ce recul de l'ensemble des heures de travail habituelles poursuit la tendance à la baisse observée de 1976 à 1996, période au cours de laquelle la semaine de travail moyenne a diminué de 1,6 heure. La plus grande partie du recul de ces 20 années provenait d'une croissance de l'emploi à temps partiel, c'est-à-dire les emplois de moins de 30 heures par semaine.

De 1997 à 2006, le nombre moyen d'heures de travail a continué à diminuer alors même que les travailleurs à temps plein sont entrés en plus grand nombre sur le marché du travail. L'étude, fondée sur les données de l'Enquête sur la population active, a révélé que le recul au cours cette décennie provenait d'un changement de la répartition des heures travaillées durant la semaine de travail.

Plus de personnes consacraient à leur travail de 30 à 48 heures par semaine, surtout de 30 à 40 heures. De plus, moins de personnes travaillaient de très longues heures, soit 49 heures ou plus, ou des heures très courtes, soit moins de 15 heures.

L'étude a également révélé que les femmes sont non seulement plus susceptibles d'avoir un emploi, mais leur nombre d'heures de travail a également augmenté. En 2006, les femmes travaillaient en moyenne 33,1 heures par semaine, en hausse de 0,6 heure par rapport à 1997. Au cours de cette période, les femmes ont fait une transition des horaires de travail courts ou à temps partiel vers l'horaire de 30 à 40 heures.

Par contre, la semaine de travail des hommes a diminué. Plutôt que de travailler des heures extrêmement longues ou extrêmement courtes, ils ont choisi la plage des 15 à 48 heures. En 1997, environ 16,7 % des hommes de tous âges travaillaient 49 heures ou plus, tandis que cette proportion baissait pour se situer à 13,8 % en 2006.

Les travailleurs plus âgés se sont éloignés des heures de travail très longues, et la plus grande croissance des heures travaillées a été dans la plage de 15 à 39 heures. Leur semaine normale de travail

a diminué de 0,5 heure pour s'établir à 36,3 heures en 2006.

La vigueur du marché du travail canadien au cours des 10 dernières années a également influé sur le nombre d'heures de travail par semaine. Elle a attiré dans la population active plus de femmes, de mères ayant des enfants à charge, des jeunes et des travailleurs plus âgés, soit des groupes qui ont généralement une préférence pour des horaires variés.

L'évolution vers des emplois liés aux services au cours de la dernière décennie a également eu un effet important sur le nombre moyen d'heures travaillées. Le secteur des services représentait 76 % de l'emploi en 2006, et 85 % de tous les nouveaux emplois depuis 1997. Les travailleurs de ce secteur ont tendance à avoir un horaire de travail court ou de longueur normale, tandis que ceux du secteur de la fabrication des biens ont tendance à travailler un nombre normal d'heures ou de longues heures.

Les travailleurs possédant un diplôme d'études postsecondaires étaient également moins susceptibles de travailler de longues heures comparativement à il y a 10 ans, tout particulièrement les hommes ayant une formation universitaire. Alors que 27,1 % des hommes ayant une formation universitaire travaillaient 41 heures ou plus en 1997, 21,5 % seulement en faisaient de même en 2006.

L'étude a révélé que les travailleurs québécois ont les plus courtes semaines moyennes de travail (temps partiel et temps plein combinés) de toutes les provinces en 2006, soit une semaine de 35,5 heures. Il s'agit d'une diminution de 0,8 heure depuis 1997, soit le plus grand recul observé parmi les provinces. La moyenne nationale était de 36,5 heures.

À Terre-Neuve-et-Labrador, les travailleurs consacraient en moyenne 38,9 heures de travail par semaine en 2006, en hausse de près de une heure depuis 1997, soit la moyenne la plus élevée observée au pays.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3701.

L'article «Nouveau regard sur la polarisation des heures de travail» est maintenant offert dans le numéro en ligne de mars 2008 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 9, n° 3 (75-001-XWF, gratuit), lequel est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jeannine Usalcas au 613-951-4720 (jeannine.usalcas@statcan.ca), Division de la statistique du travail. ■

Industries canadiennes du transport de passagers par autobus et du transport urbain

2006 (données provisoires)

Les rendements financiers combinés des industries canadiennes du transport de passagers par autobus et du transport urbain ont atteint des sommets inégalés en 2006.

Pour l'année, les recettes totales des industries du transport par autobus ont augmenté de 12,3 % pour s'établir à un niveau record de 9,5 milliards de dollars. Les dépenses ont crû plus lentement, progressant de 7,4 % pour se fixer à 7,7 milliards de dollars. En raison de la forte croissance des recettes, le revenu net pour les industries a grimpé de 40,1 % pour se chiffrer à 1,8 milliard de dollars.

Dans les industries du transport par autobus, le transport urbain a représenté la plus grande partie des recettes réalisées en 2006. Cette industrie a aussi connu la plus forte croissance des recettes d'une année à l'autre, puisque les recettes provenant des services de transport urbain et des autres activités par autobus ont progressé de 14,5 % pour atteindre 6,6 milliards de dollars. L'industrie du transport d'employés et du transport par autobus scolaire a suivi, ayant affiché une augmentation de 12,4 % qui a fait passer ses recettes à 1,7 milliard de dollars.

L'important rendement financier des industries est dérivé de la hausse des subventions en capital et des contributions de fonctionnement de chaque ordre de gouvernement, de la hausse des tarifs et du nombre croissant de voyages de passagers du transport urbain par autobus, trains de banlieue, tramways et métro.

Le nombre de voyages de passagers est particulièrement important pour l'industrie du transport urbain, car il fournit une très bonne indication de l'usage et de la viabilité. Pour l'année, le nombre de voyages de passagers a augmenté de 2,2 % pour s'établir à 1,6 milliard de voyages. Cette augmentation provient de l'accroissement des facteurs de la demande, notamment une population urbaine en pleine croissance, la congestion causée par les véhicules automobiles et l'abordabilité des déplacements qu'offre le transport urbain par rapport aux voitures particulières.

D'une perspective provinciale, la plus grande partie des recettes d'exploitation pour les industries du transport par autobus en 2006 ont été imputables aux activités réalisées en Ontario et au Québec. L'Ontario a représenté 43,8 % des recettes d'exploitation, et le Québec, 26,2 %.

Pour ce qui est de l'emploi, les industries du transport par autobus ont employé plus

de 93 000 personnes en 2006, l'industrie du transport urbain et celle du transport d'employés et du transport par autobus scolaire constituant respectivement 48,6 % et 39,7 % de l'effectif. Les dépenses d'emploi, établies à 58,9 %, demeurent la principale dépense des industries, étant donné que les dépenses moyennes par employé ont augmenté, passant de 47 754 \$ en 2005 à 48 601 \$ en 2006.

La consommation d'énergie, qui est une autre dépense élevée des industries, a aussi progressé en 2006, le carburant diesel continuant d'être la principale source d'énergie utilisée. Pour l'année, la consommation de carburant diesel a progressé de 4,0 % pour se fixer à 797,7 millions de litres.

Les industries ont aussi fait d'importantes dépenses d'investissement en 2006. Plus particulièrement, les industries ont fait l'achat d'autobus et de matériel roulant pour une valeur de 1 milliard de dollars et elles ont doublé leurs autres dépenses en immobilisations (1,1 milliard de dollars). L'industrie du transport urbain demeure le plus important investisseur, ayant dépensé au total 1,9 milliard de dollars, en hausse de 39 % par rapport à 2005.

L'augmentation des dépenses d'investissement est attribuable à des subventions en capital plus élevées des divers ordres de gouvernement, lesquelles ont progressé de 43,2 % pour s'établir à 1,7 milliard de dollars en 2006.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 408-0005 à 408-0012.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2798.

D'autres renseignements sur ces industries paraîtront bientôt dans *Bulletin de service - Transport terrestre et maritime* (50-002-XIF, gratuit).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de la diffusion en composant sans frais le 1-866-500-8400 (statistiquedutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009. ■

Enregistrement sonore et édition de musique 2006

Les industries canadiennes d'enregistrement sonore et d'édition de musique ont maintenu leur rentabilité pour une deuxième année consécutive en 2006, mais non sans difficulté.

Les revenus d'exploitation ont été supérieurs aux dépenses d'exploitation pour chacun des trois principaux segments de l'industrie musicale canadienne (la production de disques, l'édition de musique et les studios d'enregistrement), mais l'édition de musique est la seule industrie qui est parvenue à réaliser une croissance véritable des revenus en 2006.

Les revenus d'exploitation de l'industrie de l'édition de musique ont augmenté de 4,8 % par rapport à 2005 pour atteindre 124,2 millions de dollars. Parallèlement, ses dépenses d'exploitation ont grimpé plus de deux fois plus vite (+11,8 %) pour s'établir à 111,7 millions de dollars. Par conséquent, sa marge bénéficiaire d'exploitation a baissé pour passer de 15,7 % en 2005 à 10,1 % en 2006.

En revanche, les ventes totales et la rentabilité globale ont diminué dans l'industrie de production de disques, la plus importante des trois industries. Les revenus d'exploitation sont passés de 765 millions de dollars à 712 millions de dollars en 2006, en baisse de 6,9 %. Les mesures de réduction des coûts mises en oeuvre par de nombreuses entreprises pendant l'année précédente n'étaient pas aussi importantes en 2006. Les dépenses d'exploitation nationales ont reculé de seulement 3,0 % pour atteindre 644 millions de dollars, une proportion considérablement inférieure à la réduction de 14,9 % enregistrée en 2005.

Par conséquent, la marge bénéficiaire de l'industrie de production de disques a diminué pour passer de 13,1 % à 9,5 %. Cette industrie a affiché des bénéfices d'exploitation de 67,9 millions de dollars, soit environ le tiers de moins que les 100,6 millions de dollars de bénéfices réalisés en 2005.

Les sociétés sous contrôle étranger ont continué à générer l'essentiel (environ 63 %) des revenus de l'industrie de production de disques.

Cependant, les producteurs de disques sous contrôle canadien sont demeurés constants et se sont surtout penchés sur les difficultés économiques et concurrentielles qui les attendaient en 2006. Le total des revenus d'exploitation des entreprises sous contrôle canadien a grimpé de 86,6 % pour atteindre 253,6 millions de dollars en 2006. Par conséquent, leur part des revenus national a presque doublé, passant de 19 % en 2005 à 36 % en 2006.

Les entreprises sous contrôle canadien affichaient également une marge bénéficiaire d'exploitation légèrement supérieure à celle de leurs homologues étrangers (10,0 %). Elles ont consacré une proportion moindre aux principaux postes de dépenses, comme le coût des biens vendus et des redevances, les droits, les contrats de licence et les redevances de franchisage. Regroupées, ces dépenses représentaient près de 60 % des dépenses d'exploitation totales pour les entreprises

sous contrôle étranger, mais seulement 46 % pour les entreprises sous contrôle canadien.

Dans l'industrie des studios d'enregistrement sonore, la plus petite des trois industries, le total des revenus d'exploitation a reculé de 10,4 % pour se chiffrer à 82,9 millions de dollars en 2006, tandis que les dépenses d'exploitation ont diminué de 11,7 % pour s'établir à 72,5 millions de dollars.

Par conséquent, ces entreprises ont affiché une marge bénéficiaire d'exploitation de 12,5 %, en légère hausse par rapport au taux de 11,2 % enregistré l'année précédente.

Nota : L'Enquête annuelle sur l'enregistrement sonore et l'édition de musique mesure le rendement financier des producteurs de disques ainsi que des entreprises de production intégrée d'enregistrements sonores, des éditeurs de musique et des studios d'enregistrement sonore. À compter de l'année de référence 2005, puis aux deux ans par la suite, l'enquête recueille également de l'information détaillée sur les caractéristiques propres à ces industries, comme les ventes selon la source des revenus et selon l'artiste canadien, les nouveaux titres par catégorie musicale, les ventes et le nombre d'enregistrements par format ainsi que l'information sur certaines dépenses.

Les données de 2006 ne doivent pas être comparées aux données publiées avant 2005, puisque des changements importants ont été apportés à l'enquête pendant cette période.

Les données sur la production de disques et la production intégrée d'enregistrements sonores ont été regroupées dans cette analyse. Pour faciliter la présentation des caractéristiques dans cette publication, les références aux «producteurs de disques», aux «étiquetages» ou aux «entreprises de production de disques» comprennent les entreprises qui appartiennent aux industries de production de disques et de production intégrée d'enregistrements sonores.

Données stockées dans CANSIM : tableau 361-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3115.

Certaines données de l'Enquête de 2006 sur les industries de services : enregistrement sonore et édition de musique sont maintenant offertes dans la publication *Enregistrement sonore et édition de musique : tableaux de données* (87F0008XWF, gratuite), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Ces tableaux comprennent des répartitions des données par province.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de l'enquête ou pour en savoir davantage sur les

concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gabrielle Zboril au 613-951-7001 (gabrielle.zboril@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696. ■

Système d'information sur les étudiants postsecondaires

2001 à 2004

L'information provenant d'une nouvelle base de données sur les étudiants de l'enseignement postsecondaire des provinces de l'Atlantique Canada est maintenant offerte.

Un fichier longitudinal contenant un enregistrement pour chaque étudiant de l'enseignement postsecondaire qui a étudié dans les provinces de l'Atlantique Canada à un moment donné entre 2001 et 2004 a été créé en utilisant le Système d'information sur les étudiants postsecondaires.

Des mises en tableaux personnalisées selon le principe de la rémunération des services sont offertes à partir de cette base de données.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage

sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441. ■

Extraction de charbon

2006

Il est maintenant possible de consulter les données de 2006 sur l'extraction de charbon.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2177.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

L'Indice des prix à la consommation, février 2008,
vol. 87, n° 2

Numéro au catalogue : 62-001-XPF (12 \$/111 \$).

L'Indice des prix à la consommation, février 2008,
vol. 87, n° 2

Numéro au catalogue : 62-001-XWF
(gratuit).

Ventes de véhicules automobiles neufs, janvier 2008,
vol. 80, n° 1

Numéro au catalogue : 63-007-XWF
(gratuit).

L'emploi et le revenu en perspective, mars 2008,
vol. 9, n° 3

Numéro au catalogue : 75-001-XWF
(gratuit).

L'emploi et le revenu en perspective, printemps 2008,
vol. 20, n° 1

Numéro au catalogue : 75-001-XPF (20 \$/63 \$).

**Enregistrement sonore et édition de musique :
tableaux de données**, 2006

Numéro au catalogue : 87F0008XWF
(gratuit).

**Profil - Activités sur le marché du travail, industrie,
profession, scolarité, langue de travail, lieu de
travail et mode de transport, pour le Canada,
les provinces, les territoires, les divisions de
recensement, les subdivisions de recensement et
les aires de diffusion, Recensement de 2006**, année
de recensement 2006

Numéro au catalogue : 94-579-XCB2006002
(prix variés).

**Profil - Activités sur le marché du travail, industrie,
profession, scolarité, langue de travail, lieu de
travail et mode de transport, pour le Canada,
les provinces, les territoires et les régions de tri
d'acheminement, Recensement de 2006**, année de
recensement 2006

Numéro au catalogue : 94-579-XCB2006003
(prix variés).

**Profil - Activités sur le marché du travail, industrie,
profession, scolarité, langue de travail, lieu de
travail et mode de transport, pour les
régions métropolitaines de recensement, les
agglomérations de recensement et les subdivisions
de recensement, Recensement de 2006**, année de
recensement 2006

Numéro au catalogue : 94-579-XCB2006006
(prix variés).

**Profil - Activités sur le marché du travail, industrie,
profession, scolarité, langue de travail, lieu de
travail et mode de transport, pour les localités
désignées, Recensement de 2006**, année de
recensement 2006

Numéro au catalogue : 94-579-XCB2006008
(prix variés).

**Profil - Activités sur le marché du travail, industrie,
profession, scolarité, langue de travail, lieu de
travail et mode de transport, pour les régions
urbaines, Recensement de 2006**, année de
recensement 2006

Numéro au catalogue : 94-579-XCB2006009
(prix variés).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version
électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base
de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

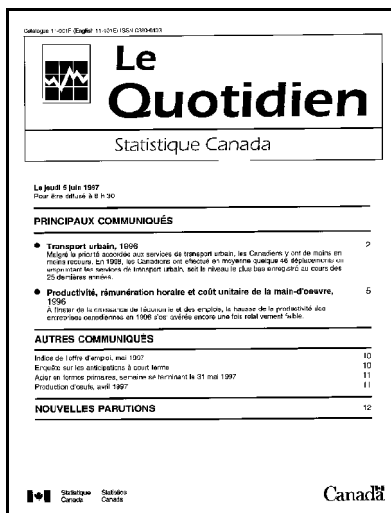
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : `subscribe quotidien prénom et nom`.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.